

LA LETTRE DU SCA

LA LETTRE D'INFORMATION DU SCA N° 18 - JUILLET 2014

- Pilotage : savoir, connaître, décider
- La mission «acheteur» du SSLT
- Transformation : le SCA à l'heure du numérique



MIT COTTASIECHAD

*PAMIR :
SOUTENIR
LE DÉSENGAGEMENT*



Cette édition de *La Lettre du SCA* marque un tournant dans l'histoire de notre jeune service interarmées. Il s'agit en effet du dernier numéro du SCA « historique », avant le rattachement des groupements de soutien de base de défense au mois de septembre. Après la « pause estivale », le SCA verra ainsi ses effectifs multipliés par cinq, et le nombre de ses établissements tripler.

L'actualité *transformation* revient sur le moment fort de ce semestre, le séminaire de retour d'expérience de l'échelon de préfiguration, qui a permis de tirer les enseignements de la mise à l'épreuve du terrain du plan de transformation du service et « d'embarquer » dans ce formidable défi les 3 PFAF et 17 GSBdD constituant cet échelon. Cette période a notamment donné l'occasion au service de donner du sens à son entrée dans le XXI^e siècle. Le projet e-HÔTEL présenté dans ces pages est emblématique de cette volonté de raccrocher le soutien militaire à son époque. Mais pendant que se prépare activement le rattachement des GSBdD au service, le soutien continue à être assuré, et le SCA veille tout particulièrement à confirmer son identité militaire interarmées, dans le soutien des activités opérationnelles ainsi qu'à l'occasion de manifestations hautement symboliques. La cérémonie de ravivage de la Flamme sous l'Arc de triomphe le 12 juin, coprésidée par le directeur central et la directrice ministérielle de l'administration militaire allemande, Mme Greyer-Wieninger, ou la première participation de l'École des commissaires des armées, derrière son drapeau, au défilé du 14 Juillet, témoignent de cet attachement fort du service à son identité militaire.

La rentrée s'annonce ainsi particulièrement dense, et le plan de mutations de l'été, sans précédent à ce niveau, va permettre à la direction centrale, aux centres experts et aux PFAF, de se renforcer pour être immédiatement en capacité de piloter le « SCA-AGSC », sans rupture avec le soutien actuellement assuré par le CPCS.

Je souhaite par avance la bienvenue à tous ceux qui rejoignent le service à l'été, et de bonnes permissions et de bons congés, largement mérités, à tous ceux qui ont permis tout au long de cette année de préparer avec le plus grand professionnalisme et dans la sérénité, la transformation du service.

ACTUALITÉS

- Paris, 12 juin 2014, un événement habituel et particulier

GRAND ANGLE

- Savoir pour connaître, connaître pour décider
- Rencontre avec un acteur du pilotage

MÉTIERS

- L'exercice du métier d'acheteur au SSLT

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

- DIRCOM PAMIR : soutenir une phase finale de désengagement
- MILEX 2014 : avant les opérations, les exercices

TRANSFORMATION

- Point sur la transformation
- Le SCA à l'heure du numérique

RESSOURCES HUMAINES

- Une réserve de talents
- Se former au management de proximité

EN BREF

- 1^{re} édition des Rencontres de la communauté financière
- L'École des Commissaires des armées a rendez-vous sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2014 !

D'HIER À DEMAIN

- 1914-2014 : perspective centennale pour la transformation

PARIS 12 JUIN 2014 UN ÉVÉNEMENT HABITUEL ET, CETTE ANNÉE, PARTICULIER

Le 12 juin à 18 h 30, le CRGHC Coffin honorait la mémoire des personnels des services d'administration militaire morts pour la France et ravivait la Flamme sous l'Arc de triomphe.

Des images devenues presque habituelles : dépôt de gerbes sur la tombe du soldat inconnu par le directeur central du SCA et les présidents des associations de commissaires et officiers d'administration des différentes armées, puis ravivage de la Flamme du souvenir. Mais cette cérémonie du 12 juin ne ressemblait pas aux précédentes. En effet, Mme Alice Greyer-Wieninger, directrice de l'administration militaire allemande, invitée par le CRGHC Coffin, participait à cet événement à ses côtés.

Une rencontre entre la délégation allemande et des représentants de la direction centrale du service avait précédé la cérémonie. Un échange de bonnes pratiques avait alors eu lieu dans une ambiance de travail chaleureuse.

Les présentations de chacun des services ont fait apparaître de fortes similitudes entre les services français et allemands de l'administration militaire. Citons l'expérience réussie de l'externalisation de l'habillement par le département « Infrastructure-Protection de l'environnement-Services de soutien » allemand et la mise en place de la régie rationalisée optimisée par le SCA. Il apparaît également que des trajectoires identiques sont suivies dans le domaine du soutien de proximité. La transformation du SCA avec l'intégration des GSBdD trouve son parallèle au ministère de la Défense allemand avec les centres de soutien administratif de 1^{er} niveau.

Cette rencontre aura sans aucun doute vocation à se renouveler. Peut-être le 25 mai 2015, date fixée pour la prochaine cérémonie de ravivage de la Flamme.



Le drapeau de l'ECA et sa garde à côté du drapeau de la Flamme



La Flamme ravivée conjointement par le CRGHC Coffin et son homologue allemande, Mme Greyer-Wieninger



Rencontre chaleureuse entre la direction du SCA et une délégation d'homologues allemands

SAVOIR POUR CONNAÎTRE, CONNAÎTRE POUR DÉCIDER

La LOLF, qui fixe le cadre juridique des lois de finances, a posé la nécessité d'instaurer une mesure de la performance. Comment ce dispositif est-il opéré au sein du SCA ?*

Le SCA a bâti la maîtrise de ses activités et la mesure de sa performance autour d'un système dit de management intégré (SMI). Ce dispositif repose sur la complémentarité de trois composantes : qualité, contrôle interne et contrôle de gestion, et met en œuvre différents outils d'aide à la décision. Le contrôle de gestion, dont l'objectif est d'assurer la maîtrise d'une organisation en prévoyant les événements, en définissant les objectifs, en comparant les performances mesurées, permet chaque mois, à travers le tableau de bord du service, de l'ancrer dans une culture d'amélioration permanente de son action.

Aussi, depuis 2011, le dispositif de pilotage du SCA a pu placer sous contrôle les domaines sensibles de l'activité du service. Le dispositif de reporting ascendant qui en découle (des centres experts et de leurs établissements et organismes vers la direction centrale) repose notamment sur l'investissement permanent des contrôleurs de gestion. Placés au sein des bureaux « pilotage » auprès de la direction de leur organisme respectif, et en relation directe avec les différents responsables de chaînes filières/métiers, les membres de ce réseau se trouvent aujourd'hui face à un nouveau défi, à l'aube du rattachement des GSBdD : accompagner ces derniers dans le déploiement du SMI afin de garantir demain une information fiable au cœur du pilotage du SCA 21.



** Loi organique relative aux lois de finances.*

CR1 Ayten Top
Section pilotage DCSCA/contrôle de gestion

RENCONTRE AVEC UN ACTEUR DU PILOTAGE

**ENTRETIEN AVEC LE CRC2 PIERRE LEMOINE,
CHEF DE LA SECTION PILOTAGE DU CESGA**

● **Comment est organisé le pilotage du CESGA ?**

Le bureau « synthèse performance » du CESGA est chargé de l'animation du SMI au sein du centre expert et des organismes rattachés, les PFAF, le SSLT et les DICOM. La mission de ce bureau est de fournir à la direction une information complète sur la performance des activités de ces organismes.

Le pilotage du CESGA est également basé sur une communauté des référents SMI. Nous avons eu à cœur de créer un véritable réseau favorisant les échanges entre les organismes. Deux fois par an, nous réunissons les bureaux « pilotage » des PFAF et du SSLT. Ces rencontres nous permettent d'échanger sur les différentes composantes du SMI. Nous organisons également, chaque année, une campagne de visioconférences avec l'ensemble des bureaux « pilotage » ultramarins.

● **De quelle manière intervient le contrôle de gestion dans le pilotage de vos établissements ?**

Le contrôle de gestion est un des piliers du SMI. Il nous permet de remonter chaque mois des données chiffrées et analysées des organismes. Nous pouvons ainsi apprécier leur performance, identifier les organismes à la pointe dans certains domaines et à l'inverse ceux confrontés à des difficultés.

Le contrôle de gestion a mis en lumière les effets très positifs des mesures prises sur l'exécution du macro processus-finances. Le plus marquant est la diminution par 3, en trois ans, du délai global de paiement. De ce fait, les montants des intérêts moratoires versés sont maîtrisés. Le contrôle de gestion pointe également les problèmes rencontrés par certains organismes. Par exemple, dans la mise en œuvre de la dématérialisation des factures où des actions correctrices ont pu être déployées très rapidement.

L'EXERCICE DU MÉTIER D'ACHETEUR AU SSLT

Organisme expert en marchés complexes, le Service spécialisé de la logistique et du transport contribue à la performance et au rayonnement du SCA dans ses fonctions de logistique opérationnelle au sein du ministère de la Défense.

La mission « acheteur » du SSLT couvre trois segments : les voyages professionnels, les transports et prestations logistiques connexes, et le soutien des sites à l'étranger.

La diversité et l'importance, tant financières qu'opérationnelles, des achats réalisés par le SSLT ont nécessité l'élaboration de stratégies ministérielles pour chacun des segments. Celle-ci a pu être menée à bien grâce au professionnalisme d'acheteurs dont l'expertise mérite d'être reconnue et capitalisée.

Pour les voyages professionnels, la continuité des marchés d'agence de voyages, SNCF et Ferry a été assurée sans faille, tout en veillant à améliorer la performance au niveau des réductions tarifaires, des coûts à l'acte ou de la qualité de service.

La phase actuelle concerne en particulier :

- le projet de marché ministériel d'agence de voyages,
- la mise en place de la carte de circulation militaire sécurisée (CCS) sur le marché SNCF,
- la participation au redéploiement de la fonction billetterie et visas avec Balard 2015,
- la préparation d'une maquette de politique voyages ministérielle.

En ce qui concerne les transports, la carte des besoins est à présent couverte. Elle inclut en particulier les marchés couvrant les besoins des opérations extérieures.

Le SSLT joue également un rôle d'assistance et de conseil au profit des DIRCOM qui passent des marchés de transport locaux au profit des théâtres. Aujourd'hui, la mise au point de l'exécution financière de l'accord Interalliés SEOS (transports de surface) et le renouvellement des marchés d'affrètement aérien constituent les chantiers prioritaires.

Le SSLT est actuellement à l'œuvre avec le CICLO*, destiné à intégrer le CSOA**, pour le soutien de sites à l'étranger, afin de parvenir à un alignement contractuel d'ici fin 2014. En ce qui concerne le volet CAPES, il s'agit, avec l'Économat des armées (EdA), de mettre en place une nouvelle ingénierie performante quels que soient les sites et les différentes phases d'une opération.

L'action dynamique de modernisation menée par le SSLT dans ses champs d'intervention est tout à fait déterminante pour la qualité du service rendu. Les actions de simplification, d'automatisation et de dématérialisation menées sur les processus de commande et de dépense au moyen des systèmes d'information TACITE, HERMES et CCS sont la traduction de la volonté du SSLT de s'engager résolument dans l'e-administration.

* Centre interarmées de coordination de la logistique des opérations.

** Centre du soutien des opérations et des acheminements.



Le SSLT, service expert en marchés complexes pour l'acheminement maritime



Le camp de Novo Selo au Kosovo, soutenu grâce au dispositif CAPESFRANCE

- Voyages professionnels du personnel du ministère : 280 M€, dont 180 d'Indemnité compensatrice vers la SNCF
- Transports liés aux acheminements stratégiques : 160 M€ en moyenne
- Logistique des acheminements : 50 M€
- Logistique des soutiens de sites OPEX : 70 M€

DIRCOM PAMIR : SOUTENIR UNE PHASE FINALE DE DÉSENGAGEMENT

À la fin de l'année 2014, la quasi-totalité des 4 000 soldats français qui étaient présents au plus fort de l'opération Pamir auront quitté le sol afghan. Le contingent français entre actuellement dans la phase finale d'une opération de désengagement de grande ampleur dans laquelle le soutien a un rôle central.

C'est un fait, le désengagement de la Force française en Afghanistan s'effectue en bon ordre.

Deux années et demie, c'est le temps qui a été prévu pour échelonner cette grande manœuvre logistique et administrative. Et ce temps n'a pas été surestimé. Il faut faire un sort aux immenses quantités de matériels et à l'infrastructure ayant permis de soutenir l'action des 50 000 soldats français qui, depuis 2001, ont constitué la Force Pamir, et dont 89 ont ici laissé leur vie. Beaucoup a déjà été fait. Des cinq formations administratives qui existaient encore à l'été 2012, trois ont déjà été dissoutes. Il s'agissait, logiquement, des plus exposées : les deux GTIA « Kapisa » et « Surobi », qui opéraient à l'est de Kaboul, ainsi que le détachement de l'armée de l'air de Kandahar, au sud du pays.

En ce mois de juin 2014, l'avant-dernier mandat de la DIRCOM a ses exigences spécifiques. Il convient de préparer le mandat suivant, celui durant lequel les successeurs, transférant les locaux, vendant les derniers matériels et réglant les dernières dettes, laisseront aux yeux des témoins étrangers la « dernière impression ». Ce mandat-ci comprend donc sa part d'obligations impérieuses, et cela tant à l'égard des missions liées au désengagement que pour celles, toujours aussi nombreuses et fondamentales, liées au soutien présent de la Force.

Les mentions sibyllines rencontrées au hasard des textes réglementaires, détaillant que les DIRCOM « centralisent toutes les questions administratives qui ne relèvent pas d'un autre service » prennent à ce stade une acuité particulière. Car les missions qui en découlent sont nombreuses dans le cadre du désengagement. Ainsi de l'encadrement des cessions gratuites, ces dons, autorisés par le ministre, de matériels non sensibles à l'État hôte ou à des ONG.

Ainsi également des ventes de matériels non rapatriés, dont beaucoup deviennent du jour au lendemain sans emploi à mesure que la baisse des effectifs s'accélère. Et la liste est longue, témoignant de l'ancienne présence massive des Français sur le territoire : des bâtiments à l'épreuve des roquettes, un hangar d'aviation, des dizaines de véhicules civils blindés, un scanner de sécurité et quantité de matériels relevant de la vie courante. Ainsi enfin du suivi administratif du désengagement des derniers détachements, dont certains ont un statut atypique : le Laboratoire européen contre-IED, la mission de mentorat Épîdote, l'hôpital (rôle 2) de KAIA et un détachement de l'armée de l'air basé au Tadjikistan.

La DIRCOM n'est pas seule pour mener à bien ces opérations exigeantes. Derrière elle, la chaîne dédiée des organismes de métropole : le CPCO/J8¹, le CIAO² et le BLTA³. À ses côtés, la chaîne des soutiens, coordonnée par l'ASIA⁴. Le mot de la fin appartiendra au personnel de la DIRCOM du 35^e et ultime mandat de la Force Pamir.



À l'est de Kaboul : l'ancienne zone d'opérations de l'armée française



Une vente de véhicule civil blindé

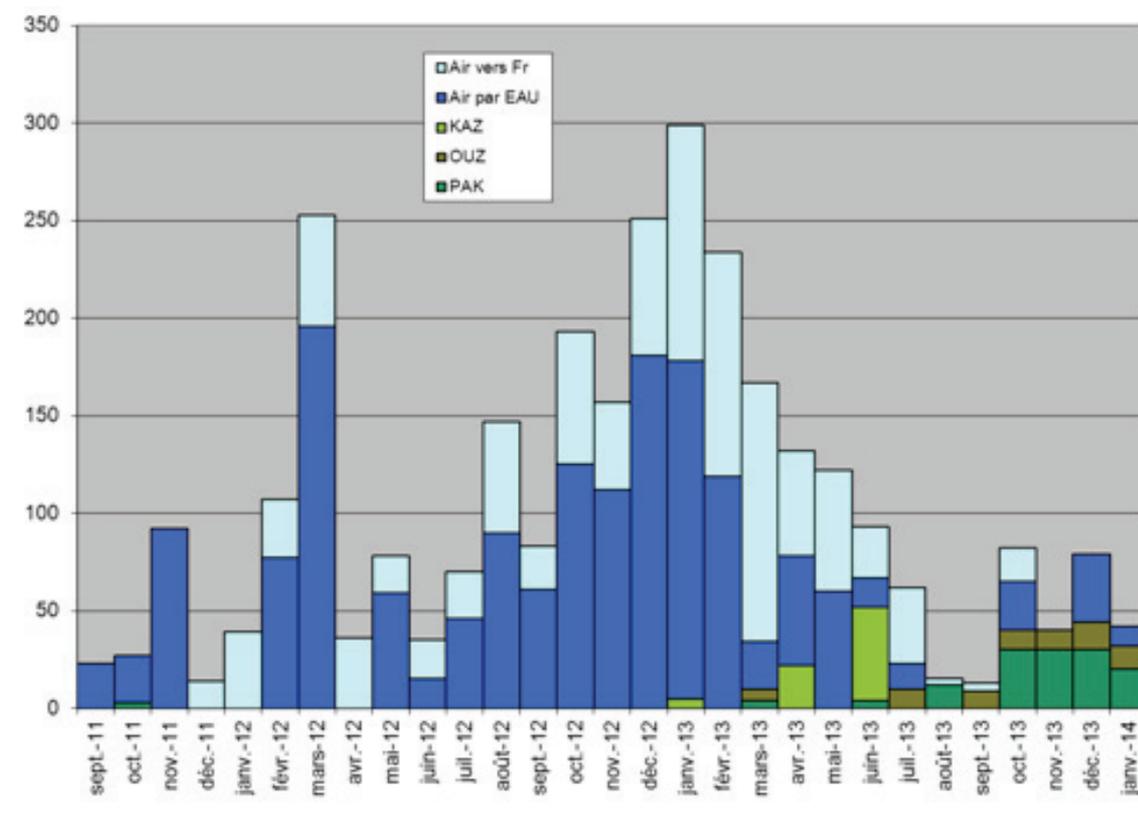
¹ Centre de planification et de conduite des opérations.

² Centre interarmées d'administration des opérations.

³ Bureau de liaison de la trésorerie aux armées, représentant les domaines.

⁴ Adjoint soutien interarmées.

La géographie et les chiffres du désengagement



MILEX 2014: AVANT LES OPÉRATIONS, LES EXERCICES

Deux officiers et un sous-officier du SCA ont assuré pendant quinze jours le soutien financier d'un exercice européen.

L'Union européenne développe depuis 1998 ses capacités de commandement, qui lui permettent de conduire des opérations de façon autonome ou en partenariat avec d'autres forces, au premier rang desquelles l'OTAN. Dotée d'un état-major bruxellois relevant du haut représentant aux relations extérieures¹, l'UE choisit, pour mettre en œuvre ses forces, d'activer un des cinq *Operational Head Quarters* (OHQ) et un des cinq *Force Head Quarters* (FHQ). Les premiers sont chargés du niveau stratégique, les seconds du niveau opératif. La France est ainsi capable d'armer soit un OHQ, soit un FHQ, dans un bâtiment de la forteresse du Mont-Valérien (Suresnes) dédié à cette fonction.

Alors que l'Union européenne mène actuellement plusieurs opérations (Atalante, EUTM Mali) et prépare l'intervention en République centrafricaine, les officiers d'une dizaine d'États membres ont participé en mai dernier à l'exercice MILEX 2014, qui a fait jouer, sur un scénario éprouvé et réaliste, l'état-major de l'UE, l'OHQ français et le FHQ suédois.

C'était l'occasion pour le personnel du SCA de réviser, voire de découvrir, les procédures financières spécifiques à l'UE. Le dispositif Athéna permet ainsi le financement de certaines dépenses par l'ensemble des États parties² (coûts communs) ou par l'ensemble des pays participant à l'opération (coûts supportés par les nations). La comptabilité se fait par le système d'information Atrium, qui est à la fois propre à l'UE et proche de Chorus.

Le savez-vous ?

L'administration Athéna organise régulièrement des stages³ pour former les officiers et les sous-officiers à ces procédures originales, préalables aux projections en OPEX dans un secteur sensible : les finances européennes. *In English, of course...*

(1) Mme Catherine Ashton.

(2) Tous États membres sauf le Danemark.

(3) Se renseigner auprès du CIAO.

POINT SUR LA TRANSFORMATION

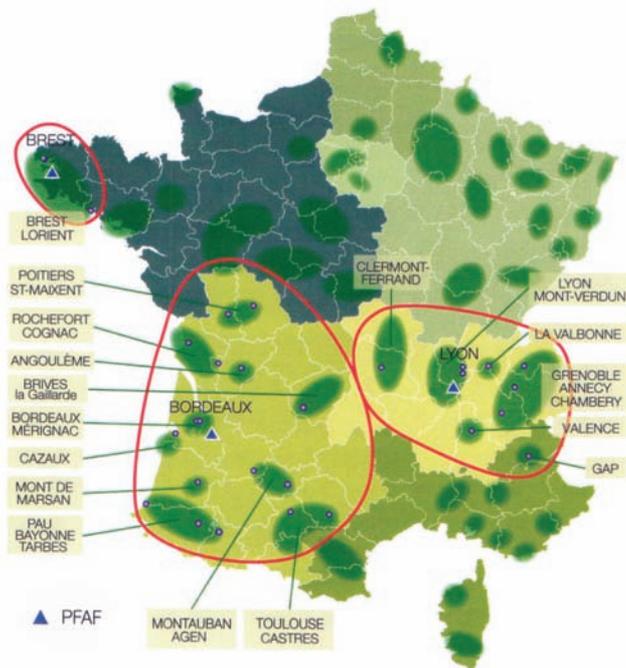
Depuis le 14 janvier, 17 groupements de soutien de base de défense (GSBdD) et 3 plates-formes achats finances (PFAF) ont conduit 37 projets pour préparer le rattachement des GSBdD au Service du commissariat des armées au 1^{er} septembre 2014.

Les fondations de la filière « gestion base vie », du e-soutien et de la e-administration, de processus renouvelés permettant de dresser une cartographie lisible du SCA-AGSC, ont ainsi pu être posées.

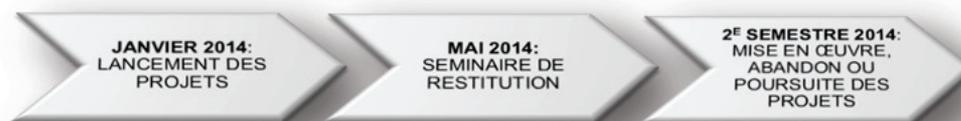
Le séminaire de restitution organisé les 26 et 27 mai a été l'occasion de confronter les premiers retours d'expériences, de faire un point sur les succès comme sur les difficultés rencontrées. L'excellent taux de participation est significatif d'une mobilisation sans faille.

Cet investissement a permis de mettre en œuvre des projets ambitieux, porteurs de simplification et d'innovation, tout en assurant, sans interruption, un soutien de qualité.

La communauté du SCA-AGSC se construit ainsi progressivement grâce à l'implication de chacun, à une meilleure connaissance réciproque, au débat et aux échanges.



Documentation disponible sur le site du SCA, onglet « Transformation du SCA-AGSC »



LE SCA À L'HEURE DU NUMÉRIQUE

Le SCA lance e-HOTEL. Fruit de l'un des chantiers de transformation des soutiens conduits par le service au cours du 1^{er} semestre, « e-HOTEL fait l'entrée, en premier, dans la logique numérique »*.

* Propos du DCSCA, extrait de la vidéo de présentation du service e-HOTEL, accessible sur le site intranet du SCA.

FICHE D'IDENTITÉ DE e-HOTEL

● e-HOTEL, c'est quoi ?

Un service de réservation en ligne de chambres d'hôtel dans le ministère de la Défense, présenté sous forme d'application mobile.

● e-HOTEL, pourquoi ?

Parce que l'offre d'hôtellerie ministérielle nationale existante manque de cohérence et de visibilité.



● e-HOTEL, pour qui ?

Pour tous les ressortissants et ayants droit du ministère, dans le cadre de leurs déplacements professionnels ou privés.

● e-HOTEL, quel objectif ?

Offrir aux ressortissants du ministère une expérience utilisateur à l'image des bonnes pratiques du secteur privé.

● e-HOTEL, c'est quand ?

- Juillet 2014 : expérimentation sur la base d'une offre d'hôtellerie issue de 6 GSBdD (*Cazaux, Lyon - Mont Verdun, Poitiers - Saint-Maixent, Clermont-Ferrand, Brest - Lorient, Bordeaux*),
- Septembre 2014 : extension à l'échelon de préfiguration des GSBdD,
- À partir de janvier 2015 : projet de généralisation progressive à l'ensemble des GSBdD métropolitains.

● e-HOTEL, comment ?

Application accessible en libre téléchargement sur smartphones, tablettes et PC à partir des stores Apple, Android et d'une adresse Web dédiée.

Tenez-vous informés ! Rendez-vous sur le site du SCA ([www.portail-sca.defense.gouv.fr/espace SI](http://www.portail-sca.defense.gouv.fr/espace-SI))

LES UTILISATEURS PARLENT DE e-HOTEL, DES VISIONS COMPLÉMENTAIRES

Rémy LEBIGUE, TSEF, expert systèmes d'information financiers au CIAS de Nancy

Réservations, billetterie, annonces... Dans le secteur privé, ces services sont déjà accessibles sur tablettes et smartphones. Le SCA ouvre aujourd'hui la voie pour le ministère en lançant e-HOTEL. J'attends de découvrir le service mais j'adhère à cette démarche car c'est une nouvelle offre de services.

Cdt Philippe LAPOUGE, chef du service soutien-vie au GSBdD de Rochefort-Saintes-Cognac

Ce projet m'interpelle. Il rompt avec notre approche métier traditionnelle. Il devrait apporter une professionnalisation des pratiques et une gestion harmonisée de l'activité. Le contrat sera rempli si le projet permet, à terme, de contribuer à l'amélioration de notre taux d'occupation.

Laëtitia PUJAZON, réceptionniste au cercle du Quai des Indes de Lorient

La présentation en ligne des chambres et des disponibilités actualisées apporteront une meilleure visibilité... c'est un service très prometteur !

CRP Gilles DUVAQUIER, cellule BR2HL du CESGA à Rambouillet

Ce projet contribue à rationaliser le patrimoine applicatif de l'hôtellerie. e-HOTEL est, d'une certaine manière, la première brique du projet SERES, futur SI de la fonction RHL.

ENTRETIEN

Dans un entretien publié sur le site du SCA (espace Systèmes d'information/projets SI), le CRC2 Minart, chef du Bureau systèmes d'information, en charge des projets numériques, revient sur le concept e-HOTEL.

Quelques extraits :

« Le numérique n'est pas superflu, il ne répond pas seulement à un effet de mode... »

« La prise en compte de la qualité du service rendu est fondamentale dans notre appréhension des projets de systèmes d'information. Le SCA en est dépositaire sur l'ensemble de son périmètre ... »

« ... Nous ne pouvons rien accomplir sans la prise en compte des besoins exprimés par le terrain. »



UNE RÉSERVE DE TALENTS

En avril, les institutions militaires vibrent au rythme de la journée nationale du réserviste. L'occasion pour le SCA d'organiser la première réunion d'information des commissaires de réserve.

Quelle que soit leur spécialité, les hommes et les femmes qui composent la réserve apportent un soutien indéfectible au service de notre institution en réalisant l'exploit d'allier vie civile et périodes militaires.

La réunion d'information des commissaires réservistes, organisée le 11 avril à Arcueil, inscrivait la réserve du commissariat dans une dimension résolument interarmées.

Ils sont aujourd'hui 80 sous contrat ESR, et seront rejoints, début 2016, par 220 commissaires issus du SSA, Service de santé des armées, et 20 de la DGA, Direction générale de l'armement.

Au programme des présentations figuraient, notamment, le plan de transformation du service et les enjeux du changement qu'il induit. Les commissaires réservistes jouissent d'une expertise recherchée dans les domaines de la formation et de la gestion de crise.

Ont également été abordées les grandes lignes de la politique RH des commissaires d'active et de réserve et les perspectives offertes par la réforme des corps d'officiers dédiés à l'administration générale et au soutien commun.

Cette journée consacrée aux commissaires de réserve deviendra un rendez-vous annuel afin que perdure et s'amplifie la dynamique créée lors de cette première rencontre.



● **Témoignage**

Notaire et commissaire réserviste, deux activités menées de front par un même homme.

Son activité de réserviste, Benoit Delafosse l'exerce au sein de la sous-direction Réglementation-Études juridiques de la direction centrale du service. « Une aventure collective faite de rencontres et d'échanges », qui lui offre « l'enrichissement mutuel au contact des autres » qu'il recherchait au sein de l'institution.

« C'est un plaisir et un honneur de servir la Défense en tant que réserviste, confie-t-il. Mes fonctions de notaire peuvent sembler éloignées de celles que j'occupe dans le cadre de la réserve, et pourtant il y a beaucoup de similitudes. La rigueur est un point commun, le souci de la satisfaction du service public en est un autre. Cette convergence d'approche participe au renforcement du lien Armée-Nation. N'est-ce pas, finalement, la mission première du réserviste ? »

SE FORMER AU MANAGEMENT DE PROXIMITÉ

Au sein du CAMID, 24 cellules œuvrent quotidiennement au paiement des indemnités de déplacement. Ces équipes composées chacune d'une dizaine de personnes, civiles pour la plupart, sont encadrées par un fonctionnaire ou un sous-officier.

Conscients que leur formation initiale ne les préparait pas à encadrer des collaborateurs civils, les sous-officiers ont souhaité bénéficier d'une formation au management de proximité des agents civils.

L'ECA a créé, à la demande de la section Gestion des compétences de la direction centrale - une formation « sur mesure » de trois jours. Alliant théorie - statut, avancement, rémunération, formation, représentation du personnel et pratique - évaluation professionnelle, animation de groupes, gestion des conflits -, cette formation a permis à plus de la moitié des chefs des cellules Production de bien s'adapter à leur environnement professionnel.

Quelques mois après, le retour d'expérience est positif. L'ADC Éric Bellec, chef d'une cellule Production au CAMID, estime que « cette formation a permis de prendre conscience des différents types de management et d'adapter notre style à la composition de nos équipes. Une meilleure connaissance de la fonction publique civile nous a rapprochés de nos collaborateurs ».

1^{RE} ÉDITION DES RENCONTRES DE LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

Le 12 juin à Paris, les Rencontres de la communauté financière ont réuni un grand nombre d'autorités et de représentants des services financiers du ministère de la Défense, sous la présidence de Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Au cours de ces rencontres, des initiatives collectives et innovantes menées par les services financiers du ministère ont été récompensées à travers la cérémonie de remise des Trophées financiers.

L'occasion pour le SCA de recevoir deux trophées et un prix spécial.

● **Catégorie Outils : logiciel CRISTAL (CESGA)**

La modification des procédures applicables aux trésoreries militaires, l'embasement et l'interarmisation du soutien ont engendré, dès 2009, la nécessité de recourir à un nouvel SI comptable interarmées. Déployé avec succès au sein des trésoreries militaires, CRISTAL a été adapté en 2013 aux régies d'avances et de recettes.



M. Bodin a remis le prix Outils à l'équipe du CESGA (CR2 Serrié, ADC Sowa, CRC2 Duprat, LCL Gaschet)

● **Catégorie Organisation / RH : réalisation d'un dispositif d'enseignement à distance**

Pour répondre à une demande croissante de formation au contrôle interne comptable, le CACIC a élaboré, avec le concours de l'École des transmissions (ETRS), un dispositif d'enseignement à distance comprenant un parcours ponctué de quiz et un accompagnement des stagiaires par des tuteurs du CACIC.

● **Prix spécial de l'initiative locale : dématérialisation des recettes non fiscales (PFAF-SE)**

L'importance de l'activité recettes non fiscales et les faibles effectifs disponibles ont conduit la PFAF-SE à proposer à la DDFiP* 83 la dématérialisation de ce processus pour en accroître la performance. Expérimentée à partir de mai 2013, la dématérialisation est opérationnelle depuis octobre 2013.



Mme Monthéan et le CRC1 Allot reçoivent leur trophée des mains de Nathalie Leclerc, directrice du projet ARAMIS

* Direction départementale des finances publiques.

En raison de la grève des trains, l'équipe de la PFAF-SE n'a pas pu se rendre à Paris pour recevoir son prix que M. Bodin a remis au CRG2 Lautredou, sous-directeur Finances-Budget-Comptabilité.

L'ÉCOLE DES COMMISSAIRES DES ARMÉES A RENDEZ-VOUS SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES LE 14 JUILLET 2014

L'École des commissaires des armées (ECA) défilera pour la première fois sur les Champs-Élysées le 14 juillet prochain aux côtés des grandes écoles d'officiers de l'armée française.

Les élèves commissaires composant le détachement sont issus de la première promotion interarmées à avoir intégré l'école. Ils porteront la tenue interarmées ainsi que l'épée des commissaires des armées, symbole de leur statut d'officier et des valeurs de courage, de loyauté, d'exemplarité et d'abnégation.

À cette occasion, BFM TV diffusera, le 14 juillet, un reportage sur l'ECA réalisé au mois de mai dernier à Salon-de-Provence.

1914-2014 : PERSPECTIVE CENTENNALE POUR LA TRANSFORMATION

Perfectionné d'après les enseignements tirés des guerres napoléoniennes puis des conflits et expéditions du début du XIX^e siècle, mais encore réformé après la défaite de 1870, le soutien des armées par l'Intendance est, en 1913, solidement fondé sur une doctrine établie par la loi du 16 mars 1882, subordonnant l'administration de l'armée au commandement, principe naturel de subordination heureusement renouvelé lors de la création du SCA en 2010¹.

À l'entrée en guerre, il ne manque pas un bouton de guêtre, pour reprendre la malheureuse formule du maréchal Le Bœuf en 1870. L'organisation du *Ravitaillement national* par l'intendant général Ducuing pose les fondements d'une exploitation rationnelle des matières premières au profit des armées et du pays. De nombreuses réformes ont été menées pour garantir la meilleure synergie entre les forces et leur soutien. Les armées abordent donc le conflit avec la conviction de l'avoir bien préparé.

Pourtant, la conduite des opérations va rapidement bousculer cette certitude et c'est à une véritable *révolution dans les affaires militaires* par l'industrialisation et l'innovation que nos anciens vont être confrontés. L'ampleur de la mobilisation des effectifs et des ressources, la dureté et la durée inattendue de la guerre seront les facteurs clés du changement. La *révolution* de 1914 s'imposait comme elle s'impose encore en 2014, dans un autre contexte, à travers le projet de Service *SCA 21*, en vue de la même recherche d'efficience : économie des moyens au service de la qualité du service rendu (QSR). Avec une réactivité extraordinaire, l'Intendance, renforcée d'un *cadre auxiliaire* de mobilisés² et de commissaires de la Marine (qui n'est pas sans rappeler l'amalgame actuel des différents corps de commissaires et d'officiers du CTA...), va soutenir un effort de guerre sans précédent. Le ravitaillement nécessaire va s'opérer à une échelle exponentielle par rapport aux prévisions et sans aucune pause d'intensité durant quatre années.

Il n'est pas possible de détailler ici toutes les avancées. Organisation mondialisée d'une chaîne logistique performante autour des pivots constitués par les stations-magasins et gares régulatrices, affrètement de cargos pour les importations, mécanisation automobile du transport, généralisation des cuisines roulantes et des entrepôts frigorifiques, industrialisation du conditionnement des vivres sur une gamme élargie, adoption d'une tenue de combat interarmes « bleu horizon » pratique et peu voyante (selon les critères de l'époque...), avec le casque



Les deux compagnies de COA de la station-magasin de Dunkerque

protecteur Adrian, organisation de l'arrière et des foyers, prise en solde de millions de soldats, traitement de l'état-civil et des pensions afférentes...

Tout cela se réalisa à l'échelle d'une armée de 4 millions de soldats (8 millions de mobilisés sur la période), sans compter les troupes alliées, notamment serbes et américaines, également soutenues.

Certes, l'Intendance n'a pas gagné la guerre mais elle a très activement contribué aux conditions de la victoire et 14-18 constitue un épisode sommital de la riche histoire opérationnelle dont le SCA du XXI^e siècle est l'héritier. Les compagnies de commis ouvriers d'administration de la station-magasin de Dunkerque qui vous présentent les armes sur notre illustration, après un bombardement aux effets visibles, ont bien mérité de la patrie ! Elles ont tracé un chemin de modernité encore ouvert car le RETEX de 14-18 inspire toujours la transformation d'aujourd'hui ! Professionnalisation par industrialisation des processus et réactivité par adoption des meilleurs standards nous mènent résolument vers l'administration et ne sont que les déclinaisons contemporaines d'une modernisation « à marche forcée » du soutien dispensé par notre service. En 2014 comme en 1914 !

CRC1 J.-M. MANTIN

¹ On notera que les grandes réformes de notre histoire administrative militaire obéissent à un cycle centennal : 1815-1817, création de l'Intendance ; 1886-1914, refondation ; 2010-2014 : interarmistement et adaptation au XXI^e siècle...

² Au total 79 500 hommes en 1918.